

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
27 novembre 2012

Original : français

**Lettre datée du 23 novembre 2012, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la République démocratique du Congo
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir, en annexe de la présente, les preuves supplémentaires de l'implication directe du Rwanda dans la déstabilisation de la République démocratique du Congo, en plus de l'éventail d'éléments probants, irréfutables et bien documentés fournis par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo dans leur rapport d'étape (voir S/2012/348) et dans leur rapport final (voir S/2012/843).

Il s'agit d'un document daté du 20 novembre 2012 et intitulé : « Preuves supplémentaires de l'implication du Rwanda dans la déstabilisation de la République démocratique du Congo ».

Compte tenu de tout ce qui précède, mon gouvernement demande au Conseil de sécurité, organe de maintien de la paix et de la sécurité internationales, de prendre ses responsabilités et de :

1. Condamner cette énième agression du Rwanda contre la République démocratique du Congo;
2. Constater les conséquences humanitaires dramatiques de cette agression;
3. Exiger le retrait pur et simple de l'armée rwandaise du territoire de la République démocratique du Congo;
4. Prendre à l'encontre du Rwanda toutes mesures préventives que lui autorise la Charte des Nations Unies, y compris des sanctions, notamment :
 - Un embargo total sur les ventes d'armes à destination du Rwanda;
 - Une suspension ciblée de l'aide tant bilatérale que multilatérale destinée au Rwanda afin de briser le lien entre cette aide et la poursuite de ce conflit ayant pour fond la continuation de l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesses de la République démocratique du Congo;

* Nouveau tirage pour raisons techniques (18 décembre 2012).



- Le gel des biens et l'interdiction des déplacements des hauts dignitaires rwandais, plus précisément ceux cités dans l'annexe au rapport d'étape du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (S/2012/348).

Mon gouvernement invite le Conseil de sécurité à donner suite à la présente et le prie de bien vouloir la faire distribuer comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Ignace **Gata Mavita**

**Annexe à la lettre datée du 23 novembre 2012 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la République démocratique du Congo
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Preuves supplémentaires de l'implication du Rwanda
dans la déstabilisation de la République démocratique
du Congo**

L'entrée en force des éléments des Forces de défense rwandaises (RDF), en soutien à la bande à Bosco Ntaganda (M23), dans la ville de Goma en province du Nord-Kivu, ce mardi 20 novembre 2012, constitue le point culminant de l'implication du Rwanda dans la déstabilisation de la République démocratique du Congo, laquelle a déjà fait l'objet de nombreux rapports.

La situation délibérément créée par les troupes rwandaises fait éclater au grand jour l'agression de la République démocratique du Congo, dont les préparatifs ont été amplement et régulièrement dénoncés.

Cette situation est rapportée par les informations de sources officielles aussi bien qu'indépendantes, jugées crédibles à plusieurs reprises par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, notamment dans sa déclaration du 15 juin 2012, et par l'Union européenne, à l'issue de la réunion des ministres des affaires étrangères du 19 novembre 2012.

S'agissant particulièrement de la journée du mardi 20 novembre 2012, il est nettement établi que :

- Les troupes de l'armée régulière rwandaise sont entrées à Goma, munies de groupes électrogènes et de tentes, et se sont installées au Gouvernorat de la province du Nord-Kivu;
- La ville de Goma a été investie le matin entre 9 heures et 10 heures (heure de Goma) par un bataillon mixte RDF-M23 en provenance de Gisenyi au Rwanda. Ces éléments sont entrés en colonne à travers des pistes situées entre la Petite Barrière et la Grande Barrière, au vue et au su de tous les observateurs nationaux et internationaux présents dans la ville de Goma;
- Depuis 11 heures (heure de Goma), des patrouilles de la marine rwandaise s'effectuent dans les eaux congolaises du lac Kivu, précisément dans la partie appelée Grand Lac;
- Certaines embarcations de la marine rwandaise n'ont pas hésité à effectuer des tirs de sommation sur des bateaux civils congolais en partance pour Bukavu dans la province du Sud-Kivu, cas du bateau *Emmanuel II* appartenant à M. Gaby Mayata;
- À 12 h 5 de ce mardi 20 novembre 2012, l'ex-colonel Rusangiza, alias Sultani Makenga, est entré ouvertement dans la ville de Goma par la grande barrière en provenance de Gisenyi au Rwanda. Il s'est emparé des jeeps trouvées à la douane pour transporter des militaires qui l'accompagnaient.

D'autres preuves de l'implication du Rwanda avaient été déjà relevées les jours précédents :

- Le 11 novembre 2012, arrestation du sergent Mahoro, de nationalité rwandaise, sur le territoire congolais, aux environs de Kibumba, par le service de renseignements du 802^e régiment des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Ce dernier a bel et bien déclaré être un élément du 37^e bataillon des RDF à Gasizi, au Rwanda, avec comme commandant le colonel Nkoroziza et commandant en second le lieutenant-colonel Nsinga. Il a reconnu l'appui de son unité à la bande à Bosco Ntaganda (M23);
- Le 17 novembre 2012, lors de l'attaque de Kibumba, la bande à Bosco Ntaganda (M23) a reçu un appui en artillerie, en hommes (éléments des forces spéciales RDF) et en moyens logistiques, notamment des camions de transport de l'armée rwandaise;
- Le 18 novembre 2012, le général rwandais Vincent Gatama a conduit et commandé les forces spéciales RDF qui ont attaqué les positions FARDC dans la localité de Kibumba (au niveau de Trois Antennes);
- Le 19 novembre 2012, à 15 heures, l'armée rwandaise a lancé, à partir de Gisenyi, au Rwanda, plusieurs obus sur la ville de Goma, notamment au quartier Office et au quartier Majengo, faisant quatre morts et plusieurs blessés, bilan confirmé par la Protection civile de la MONUSCO à Goma et corroboré par des témoins sur place.

Avant d'en arriver là, des preuves supplémentaires de l'implication du Rwanda dans la violation répétée de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo se présentent comme suit :

- Des éléments ayant attaqué Bunagana dans la nuit du 4 au 5 juillet 2012 ont fait montre d'une puissance de feu dont les mutins de la bande à Bosco Ntaganda (M23) ne pouvaient disposer;
- Ces éléments étaient équipés de matériels importants neufs et étaient commandés par des officiers parlant correctement l'anglais;
- Leur effectif dépassait 4 000 hommes, dont plus ou moins 2 000 entre Kako et Rubari, plus ou moins 220 à Ntamugenga et plus ou moins 500 à Bunagana;
- Les RDF ont engagé au profit de la bande à Bosco Ntaganda (M23) deux brigades des forces spéciales, en l'occurrence la 305^e brigade sur l'axe Bunagana et la 402^e brigade sur l'axe Ntamugenga;
- Ces unités sont placées sous le commandement du général Rwandais Ruvusha qui a été même aperçu à Rubare aux côtés de l'ex-colonel Baudouin Ngaruye (ex-commandant du 83^e secteur des FARDC dans le territoire de Masisi);
- Les éléments de la bande à Bosco Ntaganda (M23) disposent même de matériels de combat et de vision nocturne que les FARDC ne possèdent pas.

L'attaque de la ville de Goma était prévisible, car les mesures prises par la communauté internationale, notamment la suspension des aides au Rwanda par plusieurs États occidentaux et l'inscription sur la liste noire des dirigeants de la bande à Bosco Ntaganda (M23), à commencer par l'ex-colonel Rusanzisa alias Sultani Makenga, n'ont pas été suffisamment dissuasives pour empêcher la matérialisation du plan de déstabilisation de la République démocratique du Congo par le Rwanda.

En effet, en juin 2012, le Gouvernement congolais avait produit un condensé des preuves de l'implication du Rwanda dans la déstabilisation de la République démocratique du Congo, couvrant la période de janvier à juin 2012. Ce document, accompagné des preuves techniques de communications téléphoniques, avait été remis sur instruction du Président de la République démocratique du Congo, S. E. M. Joseph Kabila Kabange, au Gouvernement rwandais par le truchement de la Ministre des affaires étrangères, M^{me} Louise Mushikiwabo, en marge de la réunion bilatérale République démocratique du Congo-Rwanda, tenue à Kinshasa les 18 et 19 juin 2012.

Il y a lieu de relever que jusqu'à ce jour le Rwanda n'a jamais réagi contre ce rapport, ni réfuté ou rejeté une ou plusieurs dispositions des éléments accablants à sa charge.

- Le premier rapport de l'organisation non gouvernementale internationale Human Rights Watch, du 4 juin 2012, intitulé « République démocratique du Congo : Le Rwanda doit cesser d'aider un criminel de guerre présumé. Le général congolais renégat Bosco Ntaganda reçoit des recrues et des armes depuis le Rwanda », a également étalé des preuves indéniables de l'implication du Rwanda dans la déstabilisation de la République démocratique du Congo.
- Le premier rapport du Groupe d'experts des Nations Unies sur la République démocratique du Congo du 18 mai 2012 (voir S/2012/348) a fourni plusieurs détails irréfutables sur l'implication du Rwanda dans la déstabilisation de la République démocratique du Congo.
- Le deuxième rapport de Human Rights Watch, du 11 septembre 2012, intitulé « République démocratique du Congo, les rebelles du M23 commettent des crimes de guerre. Les autorités rwandaises devraient cesser immédiatement leur soutien à ce groupe armé sous peine de sanctions », a aussi fourni des éléments probants sur l'implication avérée du Rwanda dans la déstabilisation de la République démocratique du Congo.
- Le deuxième et récent rapport du Groupe d'experts des Nations Unies sur la République démocratique du Congo du 12 octobre 2012 (voir S/2012/843), déjà soumis au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004), accuse abondamment, preuves à l'appui, le Rwanda et l'Ouganda de menées déstabilisatrices contre la République démocratique du Congo.
- En plus de tous ces rapports, les différentes délégations de la République démocratique du Congo comprenant en leur sein des responsables des services de sécurité ont eu, à chaque occasion, à communiquer les différentes preuves de l'implication du Rwanda dans la violation répétée de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo aux délégations rwandaises, qui n'ont jamais contesté le moindre fait.

Il n'est, désormais, plus nécessaire de rappeler que la bande à Bosco Ntaganda (M23) a été alignée à l'unanimité sous la liste des forces négatives opérant dans l'est de la République démocratique du Congo par les 11 chefs d'État de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, lors de leur sommet extraordinaire tenu le 15 juillet 2012 à Addis-Abeba.

Les Présidents Yoweri Museveni et Paul Kagame, qui avaient pris part à ce sommet, avaient également signé sans réserve cette décision.

Un rapport subséquent établi que la force négative M23 est effectivement un groupe terroriste caractérisé par :

- Des violations massives des droits de l’homme;
- Des violences sexuelles;
- Des viols de femmes;
- Des recrutements forcés de mineurs;
- Des actes violents à la base des déplacements massifs et incessants des populations vulnérables;
- Des travaux forcés infligés aux populations civiles.

Les principaux auteurs de ces crimes, déjà cités à Genève dans un rapport du 19 juin 2012 de M^{me} Navanethem Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l’homme, pour des faits similaires commis à l’époque du Congrès national pour la défense du peuple, sont, entre autres, les ex-officiers ci-après :

Bosco Ntaganda

Rusangiza alias Sultani Makenga

Innocent Kaina

Innocent Zimurinda

Baudouin Ngaruye

Vianney Kazarama

Outre les faits graves susmentionnés, il doit être relevé l’instrumentalisation de certains politiciens congolais par des officiers rwandais. C’est notamment le cas du député national Roger Lumbala de l’opposition, qui a reconnu sur procès-verbal devant les services burundais avoir été sollicité plusieurs fois par le général James Kabarebe, Ministre rwandais de la défense, en vue de rejoindre la bande à Bosco Ntaganda (M23).
